



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation  
58 Rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation**

58 Rue Notre-Dame de Lorette - 75009 PARIS

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Eléments significatifs survenus au cours de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant le traitement comptable des programmes financés par des bailleurs et l'Etat.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 avril 2024

KPMG SA

Erik

Boulois

Signature  
numérique de  
Erik Boulois  
Date : 2024.04.03  
16:16:43 +02'00'

Erik Boulois

Associé



## COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

### UNMFREO

58 rue Notre Dame de Lorette  
75009 PARIS

SIRET 77566010300042

www.axcio.fr

AXCIO

18 rue de Madrid  
75008 PARIS

## Sommaire

Bilan Actif	1
Bilan Passif	2
Compte de Résultat 1/2	3
Compte de Résultat 2/2	4
Annexes	5
Règles et méthodes comptables	6
Immobilisations	10
Amortissements	11
Provisions	12
Créances et dettes	13
Variation des fonds propres	14
Variation des fonds dédiés	15
Charges constatés d'avance	16
Produits constatés d'avance	17
Concours public et subventions d'exploitation	18
Détail concours publics et subventions	19
Evaluation des contributions volontaires en nature	20
Annexe au bilan	21

# Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	194 322	187 783	6 539	7 560
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				68 808
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	4 319 706	2 943 699	1 376 007	1 631 139
	Constructions	4 636 494	4 540 512	95 982	112 795
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	215 048	112 610	102 438	129 609
	Immobilisations corporelles en cours	1 655 406		1 655 406	
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	15 000		15 000	15 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	800 280		800 280	
	Prêts	95 000	95 000		
	Autres immobilisations financières	29 058	10 000	19 058	2 805
<b>TOTAL (I)</b>		<b>11 960 314</b>	<b>7 889 604</b>	<b>4 070 710</b>	<b>1 967 716</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	3 065		3 065	
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	969 945	269 902	700 044	643 545
	Créances reçues par legs ou donations				158
	Autres créances	1 530 844		1 530 844	763 996
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	2 836 449		2 836 449	3 502 078
	<b>DISPONIBILITES</b>	2 875 596		2 875 596	1 736 057
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	101 520		101 520	69 668
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>8 317 419</b>	<b>269 902</b>	<b>8 047 517</b>	<b>6 715 502</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>20 277 733</b>	<b>8 159 506</b>	<b>12 118 227</b>	<b>8 683 219</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				19 058	2 805
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	5 000 000	5 000 000
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	3 736	3 736
	Réserves pour projet de l'entité		
Autres fonds propres	Autres		
	Report à nouveau	1 459 575	1 381 243
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>918 593</b>	<b>78 332</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>7 381 904</b>	<b>6 463 311</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	54 772	62 846
	Provisions réglementées		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>7 436 676</b>	<b>6 526 157</b>
	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Fonds reportés et dédiés	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	1 178 412	
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	10 000	
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>1 188 412</b>	
Provisions	Provisions pour risques	85 962	85 962
	Provisions pour charges	202 276	170 188
	<b>Total des provisions</b>	<b>288 238</b>	<b>256 150</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 297 620	
	Emprunts et dettes financières divers		1 301
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		10 559
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	278 340	170 160
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 628 940	321 184
DETTES (1)	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		2 746
	Produits constatés d'avance		1 394 963
	<b>Total des dettes</b>	<b>3 204 900</b>	<b>1 900 912</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>12 118 227</b>	<b>8 683 219</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	918 593,15	78 331,59
	(1) Dont à moins d'un an	1 953 131	1 890 352
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

# Compte de Résultat

1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	4 024 207	3 873 677
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	590 074	572 633
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	808 980	641 127
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 667 341	1 657 418
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	239 400	410 862
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	231 035	192 828
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>8 561 038</b>	<b>7 348 545</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Varlation de stock		87 205
	Achats de matières et autres approvisionnements		155
	Varlation de stock		36 435
	Autres achats et charges externes	3 019 694	3 401 763
	Aides financières	44 311	
	Impôts, taxes et versements assimilés	272 458	241 867
	Salaires et traitements	2 246 143	2 202 909
	Charges sociales	986 332	921 930
	Dotation aux amortissements et dépréciations	307 217	266 776
	Dotation aux provisions	298 867	58 504
	Reports en fonds dédiés	1 188 412	
	Autres charges	90 079	79 211
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>8 453 513</b>	<b>7 296 754</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>107 525</b>	<b>51 791</b>

# Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>107 525</b>	<b>51 791</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	5 930	678
	Autres intérêts et produits assimilés	50 325	4 153
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		5 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>56 255</b>	<b>9 832</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	13 395	46
	Différences négatives de change	4	19
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>13 399</b>	<b>65</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>42 856</b>	<b>9 767</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>150 380</b>	<b>61 558</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion		7 408
	Sur opérations en capital	808 324	46 674
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>808 324</b>	<b>54 082</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	645	19 796
	Sur opérations en capital	28 155	16 699
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>28 800</b>	<b>36 495</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>779 524</b>	<b>17 588</b>
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		11 311	814
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>9 425 616</b>	<b>7 412 460</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>8 507 023</b>	<b>7 334 128</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>918 593</b>	<b>78 332</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		236 541	
<b>TOTAL</b>		<b>236 541</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		236 541	
<b>TOTAL</b>		<b>236 541</b>	

# Annexes



## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 12 118 227 euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 9 425 616 euros et un total charges de 8 507 023 euros, dégageant ainsi un bénéfice de 918 593 euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le 31/12/2023.  
Il a une durée de 12 mois.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

L'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation a pour but notamment de :

1°) Représenter les associations adhérentes auprès des Pouvoirs Publics, des organismes professionnels et familiaux et tout autre organisme public ou privé sur le plan français, européen ou international, en particulier représenter les familles des associations des Maisons Familiales Rurales comme mouvement familial membre de l'Union Nationale des Associations Familiales.

2°) Définir et adapter les principes des Maisons Familiales Rurales et de garantir leur authenticité.

Ces principes sont principalement les suivants:

- Respect des droits de la responsabilité des familles en ce qui concerne l'éducation et la formation professionnelle générale, morale et sociale de leurs enfants ainsi que leur éducation religieuse conforme à la volonté de chacune d'elles.
- Responsabilité de l'Association de parents créée pour gérer la maison familiale, l'institut rural ou le centre.
- Répartition des élèves, apprentis ou stagiaires en groupes restreints.
- Formation des élèves, apprentis ou stagiaires assurée par l'alternance de séjour entre la maison familiale, l'institut ou le centre et leur famille ou un maître de stage.

3°) Provoquer la création de nouvelles associations et l'ouverture de nouveaux établissements de maisons familiales, instituts ruraux et centres.

4°) Rendre ou organiser tous services nécessaires aux maisons familiales, instituts ruraux et centres et mener toute action concernant le développement de l'éducation populaire en milieu rural et plus spécialement de l'éducation, l'orientation, la formation professionnelle, l'apprentissage, la formation continue, l'économie sociale et familiale, et l'éducation physique, le recrutement, la formation et le perfectionnement des cadres.

5°) Participer au développement rural et agricole et à l'animation du milieu rural sous toutes leur formes.

6°) Développer des relations avec les pays étrangers ou organismes internationaux et mener des actions de coopération et de solidarité pour le développement à l'étranger d'institutions s'inspirant des principes des maisons familiales rurales.

7°) Assurer éventuellement toutes activités de caractère éducatif, social ou familial notamment des activités d'accueil et d'hébergement.

8°) Et de mener toutes autres actions intéressant le milieu rural.

# Règles et Méthodes Comptables

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2023 élaborés et présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, et notamment le règlement de l'Autorité des Normes Comptables-ANC 2018-06 (Publication au JO du 30 décembre 2018) relativement aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

A défaut de dispositions spécifiques prévues au règlement ANC 2018-06, les dispositions du règlement ANC 2014-03 du 5 Juin 2014 (Publication au JO le 15 Octobre 2014) - relatif au Plan Comptable Général s'appliquent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

## Immobilisations

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- identifiables,
- porteuses d'avantages économiques futurs,
- contrôlées par l'entité,
- évaluées de façon fiable.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunts, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue des biens :

- Logiciel : 3 ans
- Site internet : 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériel de bureau : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Ensemble immobiliers : 10 à 40 ans

Lorsque des indices de perte de valeur apparaissent, une provision pour dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

# Règles et Méthodes Comptables

## Immobilisations Financières

La valeur brute des titres de participation correspond à leur coût d'acquisition historique.

En fin de période, les titres de participation sont, le cas échéant provisionnés, par comparaison entre la valeur d'inventaire des titres et la valeur brute.

## Créances et dettes

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Méthode de dépréciation des créances clients :

### Créances diverses :

- 100% pour les créances datant d'un an et plus,

### Créances cotisations :

- 50% pour les créances datant d'un an à deux ans
- 100% pour les créances datant de plus de deux ans,

## Cotisations

Les cotisations sont enregistrées en produit lors de l'appel de ces dernières.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les titres de placements sont valorisés à leur coût d'acquisition. En cas de moins-value latente en fin de période, une provision pour dépréciation est comptabilisée correspondant à la perte latente.

## Indemnités de fin de carrière

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe. De plus, les engagements retraites sont comptabilisés en provision en totalité pour les actifs et les retraités, conduisant à une meilleure information. La comptabilisation dans les comptes est la méthode préférentielle selon l'article 335-1 du règlement CRC 99-03 relatif au Plan Comptable Général.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.17%
- Taux de croissance des salaires : 2%
- Taux de charges sociales : 48.80%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 1.27%
- Table de taux de mortalité : INSEE 2009-2011

## Règles et Méthodes Comptables

Elles sont comptabilisées en provision pour risques et charges à hauteur de 202K€.

Leur évaluation prend en compte l'ensemble du personnel et leur ancienneté dans le réseau MFR conformément à la convention collective de la branche MFR.

## Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2023
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virent p.à p. Cessions	
<b>INCORPORELLES</b>					
Frais d'établissement et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres	520 638			326 316	194 322
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>520 638</b>			<b>326 316</b>	<b>194 322</b>
<b>CORPORELLES</b>					
Terrains	4 343 558			23 852	4 319 706
Constructions sur sol propre	6 018 885			1 382 391	4 636 494
sur sol d'autrui					
Instal. agencement aménagement					
Instal technique, matériel outillage industriels			6 651	348 593	101 474
Instal., agencement, aménagement divers	443 416				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique et mobilier	605 315		13 899	505 640	113 574
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations corporelles en cours			1 657 806	2 400	1 655 406
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>11 411 174</b>	<b>1 678 357</b>		<b>2 262 876</b>	<b>10 826 655</b>
<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>					
<b>FINANCIERES</b>					
Participations évaluées en équivalence					
Autres participations	15 000				15 000
Autres titres immobilisés			800 280		800 280
Prêts et autres immobilisations financières	107 805		19 057	2 804	124 058
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>122 805</b>	<b>819 337</b>		<b>2 804</b>	<b>939 338</b>
<b>TOTAL</b>	<b>12 054 617</b>	<b>2 497 694</b>		<b>2 591 996</b>	<b>11 960 314</b>

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	444 271	1 021	257 508	187 783
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>444 271</b>	<b>1 021</b>	<b>257 508</b>	<b>187 783</b>
CORPORELLES	Terrains	2 686 923	134 689		2 821 612
	Constructions sur sol propre	5 906 090	16 813	1 382 391	4 540 512
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	346 569	27 152	348 593	25 127
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	572 553	20 569	505 640	87 482
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>9 512 134</b>	<b>199 224</b>	<b>2 236 624</b>	<b>7 474 734</b>
<b>TOTAL</b>		<b>9 956 405</b>	<b>200 245</b>	<b>2 494 133</b>	<b>7 662 517</b>

## Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	170 188	202 276	170 188	202 276
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	85 962			85 962
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>256 150</b>	<b>202 276</b>	<b>170 188</b>	<b>288 238</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
{ incorporelles				
{ corporelles	25 496	96 591		122 087
{ legs ou donations				
{ des titres mis en équivalence				
{ titres de participation				
{ autres Immo. financières	105 000			105 000
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	198 583	106 972	35 654	269 902
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>329 079</b>	<b>203 563</b>	<b>35 654</b>	<b>496 989</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>585 229</b>	<b>405 839</b>	<b>205 842</b>	<b>785 227</b>
Dont dotations et reprises		405 839	205 842	
{ - d'exploitation				
{ - financières				
{ - exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

## Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	95 000	95 000	
	Autres immobilisations financières	29 058	29 058	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	969 945	969 945	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 374	2 374	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	108	108	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	55 656	55 656	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	573	573	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 472 133	1 472 133	
	Charges constatées d'avance	101 520	101 520	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>		<b>2 726 367</b>	<b>2 726 367</b>	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 297 620	45 851	326 827	924 942
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	278 340	278 340		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	117 552	117 552		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	233 905	233 905		
	Impôts sur les bénéfices	11 311	11 311		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	1 266 172	1 266 172		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>3 204 900</b>	<b>1 953 131</b>	<b>326 827</b>	<b>924 942</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice		1 297 620			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	5 000 000				5 000 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	3 736				3 736
Autres réserves					
Report à nouveau	1 381 243	78 332			1 459 575
Excédent ou déficit de l'exercice	78 332	(78 332)	918 593		918 593
<b>Situation nette</b>	<b>6 463 311</b>		<b>918 594</b>		<b>7 381 904</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	62 846			8 074	54 772
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>6 526 157</b>		<b>918 594</b>	<b>8 074</b>	<b>7 436 676</b>

## Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation		1 178 412				1 178 412	
Contributions financières d'autres org.							
Cf.état Contrib.financières d'autres org.		10 000				10 000	
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>		<b>1 188 412</b>				<b>1 188 412</b>	

## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>101 520</b>
CCA Siège		101 520	
CCA Maurecourt			
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>			
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>101 520</b>

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice se sont élevées à 101 520.33 €. Elles correspondent à des charges ordinaires liées au fonctionnement normal de l'Union.

## Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			
PCA projets internationaux			
PCA Siège			
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			

## Concours publics et subventions

31/12/2023	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation	240 073	527 814			1 899 455	2 667 341
Subventions d'investissement						
<b>TOTAL</b>	<b>240 073</b>	<b>527 814</b>			<b>1 899 455</b>	<b>2 667 341</b>

## Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
SUBVENTION EXPLOITATION MINISTERE EXPLOITATION		364 114	
SUBVENTION EXPLOITATION UNAF		79 224	
SUBVENTION EXPLOITATION CAISSE DES DEPOTS		71 987	
SUBVENTION DIVERSES		12 488	
SUBVENTION PROJET SRJT		557 330	
SUBVENTION PROJET ARQ		1 070 742	
SUBVENTION PARTENAIRES STRATEGIQUES		240 073	
SUBVENTION EMA AFD		271 383	
<b>Totalisation</b>		<b>2 667 341</b>	

## Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits		31/12/2023	31/12/2022
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		236 541	
		236 541	
<b>Total</b>		<b>236 541</b>	
Répartition par nature de charges		31/12/2023	31/12/2022
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		236 541	
		236 541	
<b>Total</b>		<b>236 541</b>	

## Annexe au Bilan

### *Engagements hors bilan*

Cautions simples accordées par le Conseil d'Administration de l'Union Nationale au profit d'Associations dont l'immeuble est propriété de l'Union.

- Au 31/12/2023: 255 890€
- Au 31/12/2022 : 255 890 €

Cautions hypothécaires accordées par le Conseil d'Administration de l'Union Nationale au profit d'Associations dont l'immeuble est propriété de l'Union.

- Association Maison Familiale du Moulin de la Planche  
Route de Saclas – 91 150 Ormoy la Rivière
- Association Maison Familiale Coquereaumont,  
1888 route de Coquereaumont – 76 690 ST GEORGES

Sur les propriétés d'Ormoy, une convention signée avec le Conseil Régional stipule qu'en cas de mise en vente, la région pourra récupérer le produit de la cession à due proportion de sa participation au coût du projet, soit 51,22%.

### *Engagements donnés:*

L'Union Nationale a acquis, en date du 27 septembre 2007, une propriété appartenant à la commune de MOIRANS (38) au lieudit « Le Vergeron ».

Cette propriété était occupée, dans le cadre d'un bail à construction, par l'association du Centre de Formation et de Promotion de MOIRANS.

A l'occasion de cette acquisition, l'Union Nationale a repris le bail la liant désormais au CFP de MOIRANS. Ledit bail expire le 1<sup>er</sup> novembre 2041.

### *Dettes garanties par des sûretés réelles:*

La récapitulation des dettes garanties par des sûretés réelles (hypothèques et nantissement) se présente comme suit en fin d'exercice :

- Emprunt auprès des établissements de crédit : 0 €
- Rappel au 31/12/2022 : 0 €

## Annexe au Bilan

Effectifs :

L'effectif de l'UNMFREO est de 33 salariés. Ce dernier se décompose ainsi :

Effectifs	33
Cadres	27
Employés	6

### ***Honoraires des commissaires aux comptes***

Les honoraires des commissaires aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes annuels s'élèvent pour l'exercice écoulé à : 25 656 € TTC.

### ***Contribution volontaires en nature 2023***

Les contributions volontaires au titre du bénévolat s'établissent à 236 541€ pour l'exercice 2023. Elles ont été évaluées sur la base des temps passés soit 1 577 jours valorisés à 150€ la journée.

### ***Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants***

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 35 350 € en 2023.

### ***Eléments significatifs survenus au cours de l'exercice***

L'Union nationale a engagé en juin 2023 la rénovation totale de son siège au 58 Rue Notre Dame de Lorette, les travaux se termineront en mai 2024. Le plan de financement est organisé autour de 2 prêts réalisés à la BRED pour un montant de 2 205 080€.

Par suite de la décision du C.A du 16 septembre 2021 portant sur l'arrêt de l'activité de l'imprimerie, le site a été vendu en décembre 2023 à la Mairie de Maurecourt pour un montant de 800 000€.

Compte tenu de la vente de Maurecourt et des travaux de rénovation du siège de l'Union nationale il est procédé à la sortie de l'ensemble des immobilisations concernée, qui étaient totalement amorties, pour un montant total de 2 517 984€

Concernant le site de Fauverney, propriété de l'Union Nationale, la commune se porte acquéreur du site. Le conseil d'administration a validé la proposition de la mairie de Fauverney, au prix de 200 000€. Une promesse de vente est en signature entre les parties au 31 décembre 2023, la vente aura lieu en 2024. Il en résulte dans cet exercice, une dépréciation de 122 086€, au regard d'un prix de vente estimé à 350 000€.

Changement en 2023 du circuit de collecte des cotisations des associations adhérentes, leur versement est directe à l'Union Nationale et non plus via les fédérations.

## Annexe au Bilan

Concernant les programmes financés par des bailleurs et l'état, il est procédé à un changement de comptabilisation des subventions perçues des programmes ARQ (AFD) et Cuciter, constatés au bilan en fonds dédiés. Dorénavant, les subventions sont traitées en fonds dédiés. L'impact sur l'exercice est le suivant 1 188 412.26€ en charges et en produits.